

LE CERCLE KHEIREDDINE, LE CERCLE DES ECONOMISTES, ET LA FONDATION PROSPECTIVE & INNOVATION

EN COLLABORATION AVEC L'ASSOCIATION DES TUNISIENS DES GRANDES ECOLES,
L'ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE
L'INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL
ET TUNISIAN AMERICAN YOUNG PROFESSIONALS

Lancent un

APPEL POUR UNE MOBILISATION INTERNATIONALE EN FAVEUR DE LA TUNISIE

Le peuple tunisien a, par la seule force de ses convictions, réalisé en janvier 2011 une révolution pacifique au cours de laquelle les slogans lancés ont puisé leurs sources dans les valeurs universelles de liberté de dignité et de justice sociale. Il a fait preuve depuis lors d'une maturité exceptionnelle dans la gestion de la transition, comme l'illustre le Prix Nobel de la Paix attribué aux quatre principales organisations de la société civile tunisienne ayant parrainé le dialogue national.

En mai 2011, des économistes de plusieurs pays ont signé l'appel pour un soutien du G 8 au programme de développement économique et social tunisien. La communauté internationale était appelée à être au rendez-vous de l'histoire et à considérer la Révolution tunisienne comme un bien public mondial.

Cinq ans plus tard, alors que la Tunisie a consolidé sa transition démocratique et continue de bénéficier d'un fort courant de sympathie, l'appui de la communauté internationale a été pour le moins parcimonieux.

Nous avons pourtant la responsabilité collective de faire en sorte que cette transition réussisse et de prouver que la coopération économique est la meilleure barrière contre les extrémismes. Il est donc essentiel que la communauté internationale marque sa solidarité avec la Tunisie pour qu'elle puisse être et demeurer un exemple à suivre en matière de changement social, économique et démocratique pour l'ensemble de la région et au-delà.

Le risque auquel nous avons à faire face aujourd'hui est celui d'une mauvaise coordination des actions; le risque que le reste du monde attende que la Tunisie ait achevé sa transition pour l'aider, alors qu'elle a besoin de cette aide pour réussir cette transition. Sur le plan économique, les transitions démocratiques engendrent souvent une perte de croissance avant une reprise. Celle-ci tarde cependant à venir. La Tunisie a besoin d'un engagement international afin d'éviter que cette phase récessive ne dure trop longtemps, ce que ni son économie, ni sa société ne peuvent endurer. La Révolution n'a certes pas de prix, mais elle a un coût. La situation sécuritaire reste encore fragile et la situation économique s'est détériorée, ce qui a amené les agences internationales de notation à dégrader la Tunisie.

Aujourd'hui, la transition démocratique en Tunisie est à la croisée des chemins, avec un certain nombre d'acquis enregistrés, mais également des menaces qui pourraient avoir de graves conséquences, non seulement pour la Tunisie, mais aussi pour la région euro-méditerranéenne.

Les derniers attentats terroristes qui ont endeuillé les deux rives de la méditerranée, la vague migratoire sans précédent qui submerge l'Europe, nous rappellent qu'au delà de la contingence de nos intérêts, doit prévaloir la communauté de nos destins.

Dans ce contexte, le Plan de développement économique et social 2016-2020 est venu fixer des objectifs ambitieux mais réalistes, car la Révolution a brisé le «*plafond de verre de l'anti-démocratie*» qui faisait perdre à la Tunisie plusieurs points de croissance.

Ce Plan comprend un vaste programme d'actions et de réformes qui devront permettre d'engager un nouveau modèle de développement, *plus équilibré régionalement, plus inclusif socialement et plus ambitieux en terme d'intégration internationale*. Il vise fondamentalement à préserver le modèle sociétal tunisien bâti sur l'autorité de l'Etat de droit, la démocratie, le rôle central joué par les femmes, la quête de plus de justice sociale et de libertés individuelles et une éducation fondée sur des valeurs universelles et porteuse de modernité.

Ce Plan prévoit en particulier un effort massif d'investissements publics et privés. Les besoins de financement sont de l'ordre de 60 milliards d'euros sur 5 ans. Pour y faire face, la Tunisie comptera tout d'abord sur ses propres forces. L'épargne nationale couvrira 60 % des besoins, mais elle aura besoin inévitablement de financements extérieurs.

Nous appelons aujourd'hui la communauté internationale, à soutenir la transition en Tunisie et plus précisément à soutenir une feuille de route qui serait élaborée et conduite par la Tunisie; feuille de route qui identifierait clairement les acteurs impliqués et les montants à mobiliser.

Plus précisément, nous appelons la communauté internationale à mettre en œuvre:

— Un programme de soutien international doté de 20 milliards d'euros sur 5 ans.

— Une déclaration claire sur les modalités de mobilisation et de coordination entre les différentes institutions financières (FMI, Banque mondiale, BERD, BEI, BAD et BID) afin qu'elles puissent contribuer de manière optimale à la croissance et à la restructuration de l'économie tunisienne.

— Un engagement, à titre individuel, des pays européens d'appuyer l'obtention pour la Tunisie du statut de partenaire associé de l'Union européenne avec un plein accès aux fonds structurels européens.

La Tunisie serait ainsi définitivement engagée dans un processus de transition historique avec son volet politique de construction d'une démocratie moderniste et son volet économique et social basé sur un plan de développement ambitieux. La communauté internationale dans son ensemble est invitée à se mobiliser rapidement pour contribuer à la réussite de ce processus dans le cadre d'un authentique partenariat qui aura des répercussions internes et externes, importantes en favorisant une transition démocratique allant dans le sens de l'ouverture et de la modernité et conduisant à plus de prospérité pour la Tunisie et pour la région euro- méditerranéenne.

Liste des premiers signataires :

Aghion Philippe, Economiste, Aita Samir, Economiste, Arbi Hédi, ancien Ministre, Baladi Ahmed, Avocat, Barissat Gilles, Chef d'entreprise, Barré-Sinoussi Françoise, *Prix Nobel de Médecine*, Beacco Jean-Michel, Economiste, Bédoui Abdeljellil, Economiste, Belhaj Ali Amel, Journaliste, Ben Achour Yadh, Juriste, Ben Amar Tarak, Chef d'entreprise, Ben Amara Chokri, Economiste, Ben Becheur Leyth, Agriculteur, Bénassy-Quéré Agnès, Economiste, Benhamou Françoise, Economiste, Ben Ayed Abdessalem, Chef d'entreprise, Ben Hariz Habib, Chef d'entreprise, Ben Kahla Karim, Economiste, Ben Miled Mounir, Expert tourisme, Ben Yaïche Hichem, Rédacteur en chef, Ben Yedder Afif, Chef d'entreprise, Besbes Ahmed, Ingénieur Conseil, Berhima Jalel, Economiste, Betbeze Jean-Paul, Economiste, Biancarelli Jean Louis, Economiste, de Boissieu Christian, Economiste, Bonnenfant Gilles, Chef d'entreprise, Bouchamaoui Oueded, *Prix Nobel de la Paix*, Bouchaud Christian, Urbaniste, Bouleymen Mhamed Ali, ancien Maire de Tunis, Bouden Chiheb, ancien Ministre, Boughzala Mongi, Economiste, Boujenah Michel, Comédien, Bourguignon François, Economiste, Bousnina Mongi, ancien Ambassadeur, Boussama Khaoula, Chef d'entreprise, Bréchet Christian, Institut Pasteur, Brender Anton, Economiste, Cartapanis André, Economiste, Chaabouni Tarek, Chef d'entreprise, Chaïbi Khélil, Chef d'entreprise, Charfi Faouzi, Chirurgien, Charpin Jean-Michel, Economiste, Chékir Hamouda, Banquier, Chelbi Afif, ancien Ministre, Chevalier Jean-Marie, Economiste, Cherif Fayçal, Historien, Chkoundali Ridha, Economiste, Chouikha Larbi, Universitaire, Cohen Daniel, Economiste, Dachraoui Mohamed, Chimiste, D'Albis Hippolyte, Economiste, De Bresson Arnaud, Délégué général Paris-Europlace, Degallaix Serge, ancien Ambassadeur, Delanoe Bertrand, Ancien Maire de Paris, Dimassi Hassine, ancien Ministre, Dumas Catherine, ancienne Sénatrice, Ellala Mohamed Lakhdar, Economiste, El Karoui Hakim, Chef d'entreprise, Elloumi Hichem, Chef d'entreprise, El Mekkaoui de Freitas Najat, Economiste, Ezzine Mourad, Economiste, Ezzine Tarak, Juriste, Farhat Raja, homme de Théâtre, Fitoussi Jean Paul, Economiste, Gaaloul Adel, ancien Secrétaire d'Etat, Gaida Habib, Haut Cadre, Ghachem Asma, Juriste, Ghanmi Fatma, Consultante, Ghenima Sana, Chef d'entreprise, Ghorbal Samy, Journaliste, Giacomotto Christian, Chef d'entreprise, Gindre Jacques, Chef d'entreprise, Grange Cabanne Alain, Maître de requêtes Conseil d'Etat, Guigou Jean-Louis, Economiste, Hanachi Salah, ancien Ambassadeur, Haddad Mustapha, Ingénieur Conseil, Haddar Mohamed, Economiste, Hatira Abdesslem, ancien Ambassadeur, Hedda Ellouze Donia, Avocate, Houas Mehdi, Chef d'entreprise, Houidi Taieb, Géographe, Jeljeli Naceur, Chef d'entreprise, Jouini Elyes, ancien Ministre, Kabla Gabriel, Médecin, Karafi Néjib, ancien Secrétaire d'Etat, Karray Sana, Economiste, Kéfi Faiza, ancienne Ministre, Koike Toshio, Economiste, Lakhoua Foued, Chef d'entreprise, Levitte Jean-David, ancien Ambassadeur, Limantour Jean François, Chef d'entreprise, Lorenzi Jean-Hervé, Economiste, Louzir Hechmi, Institut Pasteur, Malouche Mohamed Ali, Chef d'entreprise, Malvezin Laurent, Chef d'entreprise, Mamoughli Chokri, ancien Secrétaire d'Etat, Mayor Federico, Président de Fundacion Cultura de Paz, Mechri Hédi, Economiste, Meddeb Radhi, Chef d'entreprise, Medvedowsky Alexandre, Chef d'entreprise, Mérieux Alain, Chef d'entreprise, Michon-Lehnebach Xavier, Chef d'entreprise, Miled Habib, Chef d'entreprise, Moati Serge, Cinéaste, Mouhoud El Mouhoub, Economiste, Morin George, politologue, Naccache Sonia, Economiste, Nekomouch Lina, Chargée de mission, , Nouira Chékib, Chef d'entreprise, Ouali Badreddine, Chef d'entreprise, Ouerfelli Nizar, ancien Ministre, Ounaïes Ahmed, ancien Ministre, Paintendre Jean-Marie, Conseiller, Paraque Bernard, Economiste, Pastré Olivier, Economiste, Pollin Jean-Paul, Economiste, Portes Richard, Economiste, Rassaa Abdelaziz, ancien Ministre, Raffarin Jean-Pierre, ancien Premier Ministre, Ratte Philippe, Universitaire, Razeau Christian, Chef d'entreprise, Redissi Hamadi, Ecrivain, Reiffers Jean Louis, Economiste, Revuz Jean, Médecin, Rey Hélène, Economiste, Saint-Etienne Christian, Economiste, Sethom Mehdi, Chef d'entreprise, S'himi Mohamed, ancien Dirigeant Syndical, Simon Jean-Charles, Chef d'entreprise, Smaili Mongi, Universitaire, Smaoui Ahmed, ancien Ministre, Sokri Olfa, Députée, [Suwa-Eisenmann Akiko](#), [Economiste](#), Tasca Catherine, ancienne Ministre, Tlatli Slim, ancien Ministre, Trabelsi Néjib, Urbaniste, Trannoy Alain, Economiste, Trigano Serge, Chef d'entreprise, Vilain Françoise,

Déléguee générale Futuralia, Zargouni Hassen, Chef d'entreprise, Zgolli Lamine, Universitaire, Zimmerman Klaus, Economiste, Zine-Eddine Karim, Financier.